

**Le SE-UNSA invoque « l'inquiétude, la lassitude et la tension »**

Il y a un « flou » sur le nouveau baccalauréat, a déclaré Stéphane Crochet, secrétaire général du SE-UNSA, le 29 août. « Seules les grandes lignes de la réforme sont arrêtées », tandis que les « contenus d'enseignement, eux, ne sont pas encore définis ». La préparation à l'orientation représente également un « problème » : selon le SE-UNSA, il est « actuellement impossible pour les professeurs principaux de 2<sup>de</sup> de tenir un discours clair sur la façon dont va s'organiser le choix des spécialités en 1<sup>re</sup> ». Plus largement, « rien n'est arrivé » dans les lycées et les rectorats qui permettrait de déterminer les moyens accordés à chaque établissement pour définir son offre de formation. Le syndicat redoute que les choix laissés aux lycées soient « très balisés », par exemple sous forme de « triplettes toutes faites qui reprendront les spécialités actuelles ». « Il y aura, prévient-il, un gros hiatus entre le discours entendu sur la liberté de choix des spécialités et la réalité que nous connaissons en janvier 2019. »

Concernant les deux mesures qui s'appliquent au lycée dès la rentrée – l'accompagnement personnalisé et les 54 heures annuelles dédiées à l'orientation – « nous ne savons pas, dit-il, comment cela s'articule ni comment cela fonctionne ». Dans l'ensemble, « cette rentrée est marquée par l'inquiétude, la lassitude et la tension », estime Stéphane Crochet. « Les professeurs se désespèrent des jonctions reçues », dit-il, citant, pour le premier degré et le collège, la publication de programmes pendant l'été. Pour le SE-UNSA, « ce début de quinquennat est en passe de rater l'essentiel : l'adhésion des enseignants (...) Certaines perspectives sont intéressantes sur le baccalauréat, la voie professionnelle, ou les ressources humaines, mais la méthode politique globale interdit d'être optimiste », estime-t-il. Dans l'enseignement primaire, « un peu plus de 5 000 postes étaient nécessaires, cette année, pour procéder aux dédoublements des classes en éducation prioritaire, or seuls 3 800 ont été créés », affirme Claire Krepper, secrétaire nationale du SE-UNSA. Le syndicat met également en ■■■

■■■ cause, au sujet de la multiplication des évaluations, « un fantasme de toute-puissance de Jean-Michel Blanquer (...) et d'une pédagogie de la réussite automatique », dénonce Claire Krepper.